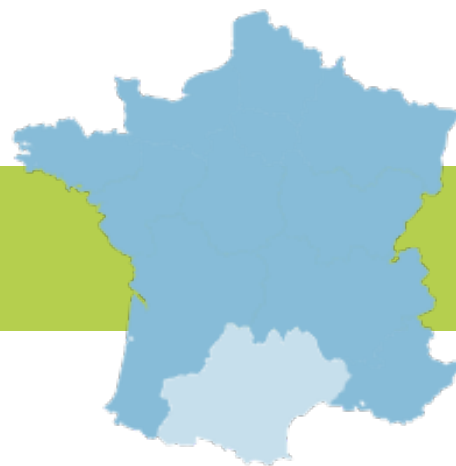


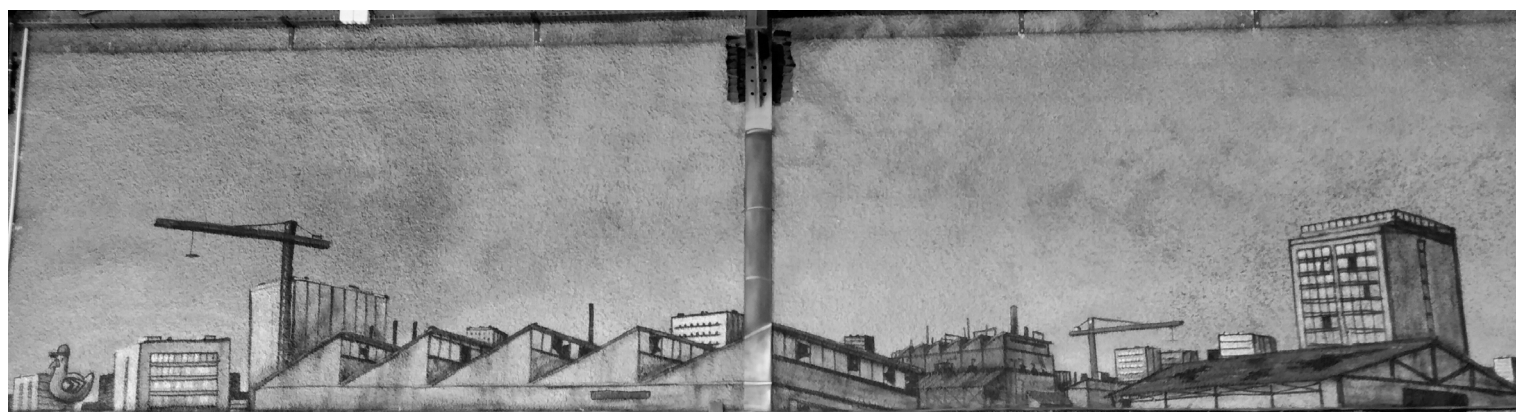
OCCITANIE



L'essentiel de la conjoncture filière Construction



Février 2021



SOMMAIRE

Dernières tendances régionales _____ 3

Dernières tendances départementales _____ 5

L'avis des professionnels _____ 6

FRTP _____ 6

UNICEM _____ 8

CAPEB _____ 9

FFB _____ 13



DERNIÈRES TENDANCES RÉGIONALES



Bâtiment

	En région			En France		
Logements autorisés à fin déc. 2020	41 900 logts	-13,9%	▼	381 600 logts	-14,7%	▼
Logements mis en chantier à fin déc. 2020	40 400 logts	-8,7%	▼	376 700 logts	-6,9%	▼
Mises en vente de logements à fin 3ème trim. 2020	10 365 logts	-9,7%	▼	85 507 logts	-25,1%	▼
Surfaces de locaux autorisés à fin déc. 2020	3 034 mill. m²	-15,5%	▼	34 000 mill. m²	-19,2%	▼
Surfaces de locaux mis en chantier à fin déc. 2020	1 938 mill. m²	-10,5%	▼	23 810 mill. m²	-16,3%	▼
Volume d'entretien-rénovation*(1) au 3ème trim. 2020		-2,7%	▼		-2,6%	▼
Carnets commandes entretien-réno* au 3ème trim. 2020	12,3 semaines	-1,1	▼	12,1 semaines	-0,7	▼

L'ensemble des indicateurs est mesuré sur une période de 12 mois, l'évolution est basée sur la même période de l'année précédente

*Données du trimestre, évolution 1 an

(1) Évolution du montant de facturation des entreprises pour des travaux d'entretien-rénovation

➤ Retrouvez un zoom sur la **construction neuve** par territoire sur [le site de la CERC Occitanie.](#)



Travaux Publics

	En région		En France	
Activité récente au 4ème trim. 2020 (solde d'opinion, évol. 1 trim)	-20	▼	-6	▼
Prévisions d'activité pour le 1er trim. 2021 (solde d'opinion, évol. 1 trim)	-58	▼	-41	▼
Carnets de commandes au 4ème trim. 2020 (moy. 4 derniers trim. en nb mois, évol. 4 trim. préc.)	5,0 mois	▼	6,2 mois	▼



Industrie des Matériaux

	En région			En France		
Production de BPE ⁽²⁾ à fin oct. 2020	4 163 786 m3	-13,0%	▼	36 156 720 m3	-11,3%	▼
Production de granulats à fin oct. 2020	31 120 kt	-10,2%	▼	298 836 kt	-7,6%	▼

L'ensemble des indicateurs est mesuré sur une période de 12 mois, l'évolution est basée sur la même période de l'année précédente

Les indicateurs matériaux correspondent aux chiffres bruts

(2) Béton prêt à l'emploi





Emploi

	En région			En France		
Salariés Construction à fin 3ème trim. 2020	122 528 sal.	+2,3%	▲	1 492 796 sal.	+2,1%	▲
Intérimaires Construction ⁽³⁾ à fin oct. 2020	12 791 ETP	-13,0%	▼	135 536 ETP	-9,0%	▼
Demandeurs d'emploi ⁽⁴⁾ à fin 3ème trim. 2020	29 896 DEFM	+9,7%	▲	287 756 DEFM	+9,0%	▲

L'ensemble des indicateurs est mesuré sur une période de 12 mois, l'évolution est basée sur la même période de l'année précédente
(3) Moyenne des 3 derniers mois en équivalent temps plein, évolution 1 an
(4) Nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recherchant un emploi dans la Construction à la fin de la période indiquée



Démographie des entreprises

	En région			En France		
Créations d'entreprises à fin 4ème trim. 2020	9 077 créat.	+0,3%	▬	80 468 créat.	+1,5%	▲
Défaillances d'entreprises à fin 3ème trim. 2020	658 défaill.	-32,9%	▼	7 473 défaill.	-34,5%	▼

L'ensemble des indicateurs est mesuré sur une période de 12 mois, l'évolution est basée sur la même période de l'année précédente

> Retrouvez toutes les données détaillées de suivi de conjoncture en région Occitanie et dans chacun des 13 départements sur [le site de la CERC Occitanie](#).



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

« Des spécificités territoriales... »

Ariège

C.N. logements	500 logts	-0,8% ▬
C.N. locaux	42 mill. m²	-12,8% ▼
BPE	70 812 m³	-4,8% ▼
Salariés	2 824 sal.	+4,7% ▲
Intérimaires	210 ETP	-16,7% ▼
Dem. d'emplois	755 DEFM	+10,4% ▲
Défaillances	10 ent.	-44,4% ▼

Aude

C.N. logements	1 500 logts	-5,8% ▼
C.N. locaux	103 mill. m²	-14,5% ▼
BPE	262 861 m³	-9,3% ▼
Salariés	6 480 sal.	+4,4% ▲
Intérimaires	513 ETP	-15,1% ▼
Dem. d'emplois	1 929 DEFM	+6,9% ▲
Défaillances	35 ent.	-25,5% ▼

Aveyron

C.N. logements	1 000 logts	-13,9% ▼
C.N. locaux	172 mill. m²	-12,7% ▼
BPE	209 433 m³	-13,5% ▼
Salariés	6 317 sal.	+0,8% ▬
Intérimaires	418 ETP	-19,5% ▼
Dem. d'emplois	756 DEFM	+19,8% ▲
Défaillances	12 ent.	-47,8% ▼

Gard

C.N. logements	4 200 logts	-13,7% ▼
C.N. locaux	244 mill. m²	+24,0% ▲
BPE	466 142 m³	-8,4% ▼
Salariés	13 651 sal.	+1,1% ▲
Intérimaires	1 031 ETP	-10,2% ▼
Dem. d'emplois	4 454 DEFM	+5,1% ▲
Défaillances	106 ent.	-15,9% ▼

Haute-Garonne

C.N. logements	12 700 logts	-18,8% ▼
C.N. locaux	479 mill. m²	+18,2% ▲
BPE	1 061 696 m³	-20,9% ▼
Salariés	36 209 sal.	+1,5% ▲
Intérimaires	4 911 ETP	-17,4% ▼
Dem. d'emplois	6 539 DEFM	+19,1% ▲
Défaillances	160 ent.	-26,9% ▼

Gers

C.N. logements	600 logts	-21,3% ▼
C.N. locaux	94 mill. m²	-18,6% ▼
BPE	137 949 m³	-4,3% ▼
Salariés	3 221 sal.	+3,5% ▲
Intérimaires	310 ETP	-10,0% ▼
Dem. d'emplois	505 DEFM	+12,2% ▲
Défaillances	13 ent.	-40,9% ▼

Hérault

C.N. logements	11 300 logts	-0,5% ▬
C.N. locaux	253 mill. m²	-18,0% ▼
BPE	1 001 664 m³	-10,7% ▼
Salariés	23 969 sal.	+2,1% ▲
Intérimaires	2 748 ETP	-10,2% ▼
Dem. d'emplois	7 697 DEFM	+7,2% ▲
Défaillances	148 ent.	-40,3% ▼

Lot

C.N. logements	700 logts	-7,1% ▼
C.N. locaux	70 mill. m²	-12,3% ▼
BPE	76 797 m³	-3,1% ▼
Salariés	2 962 sal.	+0,9% ▬
Intérimaires	150 ETP	+0,0% ▬
Dem. d'emplois	583 DEFM	+5,0% ▲
Défaillances	11 ent.	-42,1% ▼

Lozère

C.N. logements	300 logts	+7,4% ▲
C.N. locaux	69 mill. m²	-11,6% ▼
BPE	39 726 m³	-8,8% ▼
Salariés	1 720 sal.	+1,8% ▲
Intérimaires	44 ETP	-4,5% ▼
Dem. d'emplois	132 DEFM	-0,8% ▬
Défaillances	1 ent.	= ▬

Hautes-Pyrénées

C.N. logements	800 logts	+12,9% ▲
C.N. locaux	58 mill. m²	-21,9% ▼
BPE	127 375 m³	+1,1% ▲
Salariés	4 090 sal.	+0,8% ▬
Intérimaires	536 ETP	+6,4% ▲
Dem. d'emplois	971 DEFM	+11,9% ▲
Défaillances	17 ent.	-32,0% ▼

Pyrénées-Orientales

C.N. logements	3 500 logts	-5,3% ▼
C.N. locaux	116 mill. m²	-32,0% ▼
BPE	307 249 m³	-13,8% ▼
Salariés	9 394 sal.	+4,5% ▲
Intérimaires	740 ETP	-18,3% ▼
Dem. d'emplois	2 878 DEFM	+5,7% ▲
Défaillances	80 ent.	-35,5% ▼

Tarn

C.N. logements	2 000 logts	+21,6% ▲
C.N. locaux	153 mill. m²	-1,8% ▼
BPE	239 448 m³	-3,2% ▼
Salariés	7 125 sal.	+4,5% ▲
Intérimaires	579 ETP	-9,6% ▼
Dem. d'emplois	1 577 DEFM	+7,9% ▲
Défaillances	29 ent.	-38,3% ▼

Tarn-et-Garonne

C.N. logements	1 200 logts	+2,5% ▲
C.N. locaux	85 mill. m²	-60,6% ▼
BPE	162 634 m³	-23,3% ▼
Salariés	4 566 sal.	+4,4% ▲
Intérimaires	600 ETP	+2,4% ▲
Dem. d'emplois	1 120 DEFM	+8,8% ▲
Défaillances	36 ent.	-41,9% ▼

C.N. logements : logements mis en chantier au cours des 12 derniers mois à fin décembre 2020

C.N. locaux : locaux mis en chantier au cours des 12 derniers mois à fin décembre 2020

BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin octobre 2020

Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3ème trimestre 2020

Intérimaires : effectifs intérimaires employés en ETP brut dans la Construction, moyenne 3 mois à fin octobre 2020

Dem. d'emplois : demandes d'emploi en fin de mois, de catégorie A, dans la Construction, à fin 3ème trimestre 2020

Défaillances : nb de défaillances d'entreprises de la Construction, cumulées sur un 1 an à fin 3ème trimestre 2020

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période de l'année précédente

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (en date réelle estimée)

-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

-FNPT/INSEE

-UNICEM (données brutes)

-ACOSS-URSSAF (données cvs)

-DARES (données brutes)

-INSEE (données brutes)

-Banque de France (données brutes)

> Retrouvez toutes les données détaillées de suivi de conjoncture en région Occitanie et dans chacun des 13 départements sur [le site de la CERC Occitanie](#).

Avec le concours des Membres de la CERC

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC





F RTP Délé gation Pyrénées

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Le secteur des travaux publics a été fortement impacté par le premier confinement avec un arrêt brutal de l'activité excepté pour les travaux d'urgence. La profession a donc largement utilisé le dispositif d'activité partielle. En parallèle, elle s'est organisée en commandant massivement des masques et du gel hydroalcoolique et plus globalement en corédigeant, au plan national, avec l'OPPBTP, un guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19. Ce guide liste les mesures destinées à assurer la santé et la sécurité sur les chantiers de BTP face à cette épidémie et la reprise a été quasi totale au 11 mai.

Durant cette période, la commande publique a été stoppée malgré les nombreuses alertes de la Profession, en direction des collectivités et des services de l'Etat. A cela est venu s'ajouter le report des élections municipales qui a engendré un retard dans la reprise de la commande publique tant que les nouvelles équipes municipales et intercommunalités n'étaient pas constituées. Le télétravail non organisé des personnels des collectivités ou de l'Etat a été identifié également comme une des causes du retard. Un léger sursaut de la commande publique et de l'activité a eu lieu à partir du mois de septembre et jusqu'au mois de décembre mais de manière insuffisante pour relancer l'activité et l'emploi. L'année 2020 se solde par un bilan provisoire de la baisse du chiffre d'affaires estimé entre -10% et -15% pour l'Occitanie. Le côté Ouest de la région a de plus subi l'impact du ralentissement de la commande publique de Toulouse Métropole. L'ensemble des spécialités enregistrent une baisse d'activité, excepté les entreprises de travaux électriques qui sont moins soumis à la commande publique et bénéficient des plans départementaux de déploiement du très haut débit. La chute de la commande publique des collectivités locales et de l'Etat pour les travaux routiers a pu être, ici ou là, légèrement compensée par la commande des Conseils Départementaux qui globalement ont maintenu leur niveau d'investissement.

Le climat des affaires demeure morose sur les premiers mois de l'année 2021 mais des perspectives encourageantes sont attendues sur la fin de l'année. La visibilité, selon les chefs d'entreprises du secteur interrogés est réduite à 1 mois pour un secteur d'activité qui habituellement s'inscrit dans une visibilité de 6 à 9 mois.

Les chefs d'entreprises restent inquiets également par rapport à l'impact que pourrait avoir le contexte sanitaire actuel sur l'organisation du travail (absences liées à des cas positifs Covid 19 ou cas contact).

Enfin, le plan France Relance a permis de lancer quelques projets qui souffraient de carences financières mais aujourd'hui son efficacité est encore trop peu perceptible.

> Le volet de l'emploi

Aucun licenciement n'a été effectué durant l'année 2020 avec même une évolution de +1.5% des effectifs au niveau national. Les entreprises préfèrent garder les compétences en interne en prévision d'une reprise assez forte et rapide et conscientes des difficultés à trouver en cas de reprise, de la main d'œuvre qualifiée. Cependant, plusieurs entreprises ont de nouveau sollicité le dispositif d'activité partielle pour le 1er semestre 2021.

Par temps de crise, c'est encore une fois l'intérim qui a été la variable d'ajustement. Il a été constaté un arrêt net au moment des confinements et une légère reprise sur la fin de l'année 2020 en corrélation avec le frémissement de l'activité.

Il est à noter que la FNTP s'est malgré tout engagée en faveur de l'emploi des jeunes et en faveur de l'apprentissage en annonçant l'embauche de 50 000 salariés, France entière, d'ici 2022 et une augmentation de 50% d'apprentis entre 2019 et 2022. Cet engagement a fait l'objet de la signature d'une charte avec l'Etat.

”



F RTP Délégation Méditerranée

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Pour l'année 2020, le recul global de l'activité est estimé de 10 à 15% par rapport à 2019.

Les chantiers ont repris depuis avril-mai. Mais la faiblesse de la commande publique n'a pas permis un rattrapage au cours du second semestre. La commande communale de travaux a été particulièrement faible en 2020, du fait de la perturbation de l'installation des nouvelles équipes municipales. Les communes et les intercommunalités sont les premiers clients du secteur des travaux publics. Aujourd'hui le principal frein à la relance de l'activité reste l'insuffisance de la commande publique de travaux. Les entreprises sont dans l'attente des projets des grandes villes et des intercommunalités, dont les équipes ont été élues ou réélues en 2020. Pour l'instant les signaux sont mitigés. Les nouveaux élus ont annoncé de grands projets, mais aussi le décalage d'opérations importantes pour des raisons budgétaires.

Nous anticipons une reprise de l'activité en 2021. Les mesures du Plan de Relance et les investissements des collectivités devraient soutenir la commande. Notre préoccupation c'est le temps. Actuellement une partie des entreprises font appel à l'activité partielle. Entre la parution d'un appel d'offre et le début des travaux il s'écoule en moyenne 6 mois. Si les consultations de travaux des collectivités n'augmentent pas

rapidement, la sous-activité peut se poursuivre au premier semestre. La situation est différente selon les territoires et les métiers. Les entreprises de voirie, très dépendantes de la commande communale, sont celles qui ont les carnets de commandes les plus tendus.

> Le volet de l'emploi

Les entreprises ont fortement réduit leur recours à l'intérim, mais elles ont conservé leurs salariés permanents. La bonne tenue des recrutements d'apprentis et d'alternants à la rentrée 2020, grâce notamment aux aides exceptionnelles, est un signe positif. Pour bon nombre d'entreprises le manque de visibilité limite les perspectives de recrutement à court terme. Il y a toujours des difficultés de recrutement structurelles, notamment sur les fonctions d'encadrement intermédiaire (chef de chantier, conducteur de travaux...).

”



“

UNICEM Délégation Pyrénées

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

L'activité à la fin de l'année 2020 est moins pessimiste que les prévisions de l'été. L'impact de la crise a été plus important pour le béton qui a subi l'arrêt des instructions de permis de construire et un retard dans les attributions des appels d'offres. 2021 laisse paraître quelques facteurs de rebond mais surtout des freins comme une mise en œuvre rapide et ciblée du Plan France Relance, le soutien à la construction neuve n'est pas inscrit dans le Plan France Relance et manque d'envergure dans le Pacte National de la Construction Durable, les orientations politiques défavorables à la filière avec le ZAN et la RE2020, la chute de la commande publique, le secteur du non résidentiel en repli et le manque de visibilité de la promotion immobilière.

A fin novembre, les prévisions pour l'année 2020 indiquent une baisse de l'activité de -8% pour les granulats et de -10% pour le béton. Les toutes premières projections perspectives 2021 laisseraient paraître une hausse de +4% pour les granulats et de +0.5% pour le béton. Ces évolutions sont calculées par rapport aux volumes de l'année 2020 et la production resteraient être encore bien en deçà de celle de 2019.

> Le volet de l'emploi

Globalement, les volumes de salariés se sont maintenus. Dans ces situations de crise durable, l'intérim a subi un coup d'arrêt.

”

“

UNICEM Délégation Méditerranée

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

L'année 2020 a été compliquée, pour autant la filière de la construction a été relativement épargnée comparée à d'autres secteurs d'activité. Après le premier confinement, le BTP a même bénéficié d'un certain rattrapage avec des volumes en hausse, même si les disparités entre les territoires sont fortes.

Pour 2021, compte tenu du contexte général et mis à part les premières difficultés liées aux conditions de météo hivernales début janvier, les inquiétudes restent vives avec un sentiment de grande incertitude pour les mois à venir. Notamment, une fois les retards sur les chantiers rattrapés, le trou d'air est à craindre alors que la baisse des permis de construire se poursuit. En amont, les professionnels de la filière (géomètres, architectes) confirment la faible dynamique des projets d'études. Les dernières statistiques de BPE sont plutôt en retrait, avec des écarts marqués par territoire.

En local, le marché du gros œuvre dans l'Hérault est particulièrement à la peine et la révision des stratégies d'urbanismes de nouvelles équipes ne rassure pas. Les entreprises audoises relèvent l'effet positif de travaux de reconstruction liés aux inondations (qu'on peut retrouver dans les Pyrénées-Orientales après la tempête Gloria) ainsi que l'impact local de gros chantiers TP (en particulier le projet Rocardest et l'extension du Port de la Nouvelle). Des orientations de long terme sont aussi des préoccupations fortes pour les industriels de la construction comme la RE 2020 et les craintes de déstabilisation de la filière qu'elle génère.

> Le volet de l'emploi

Au niveau des emplois, certains postes très spécifiques à nos métiers, comme les chefs de carrière ou les pilotes d'installation sont difficiles à renouveler. Certains comme dans l'Aude soulignent des effectifs salariés stables, ce qui est satisfaisant dans le contexte actuel.

”



“

➤ Bilan activité 2020 et perspectives 2021

L'année 2020 se termine avec une baisse record du chiffre d'affaires. Malgré un surcroît d'activité, les capacités de production des entreprises artisanales et les problèmes de recrutement ne permettent pas de rattraper les semaines d'arrêt. Cette suractivité est purement conjoncturelle et nous pensons qu'elle sera limitée dans le temps.

Les entreprises artisanales ont pu avoir ou auront encore recours au soutien des aides de l'Etat. Ces aides ont globalement permis aux entreprises de se maintenir mais des craintes pour l'avenir existent quand les remboursements débiteront, surtout pour celles qui étaient déjà fragiles avant la crise sanitaire. Dans de nombreux cas, les trésoreries ont été déstructurées ou affaiblies.

Nous avons beaucoup d'espoir sur l'année 2021 mais le démarrage est en demi-teinte. Elle ne sera sûrement pas une année de retour à la normale (référence de 2019) mais on peut espérer que le niveau sera quand même supérieur à 2020. Malgré tout, des incertitudes pèsent sur l'avenir qui est dépendant de l'évolution de la pandémie, des mesures et contraintes définies par le gouvernement, de la confiance des ménages et de leur capacité à consommer.

L'activité des entreprises du BTP du département se répartit entre les marchés publics et les marchés privés, constitués des particuliers mais aussi des entreprises et du tertiaire. Ce dernier pan de l'activité peut être boosté avec le décret tertiaire dont le but est d'accélérer la rénovation énergétique des locaux de plus de 1 000m² des TPE et PME.

Si le plan de relance comporte quelques aspects positifs comme les investissements publics, on peut déplorer un manque d'ambition général pour favoriser les travaux de rénovation. On notera les difficultés de déploiement de « MaPrimRénov' », la fin des aides spécifiques d'Action Logement au plus mauvais moment, sans parler de la remise en question de la TVA à 5.5% sur les travaux de performance énergétique, heureusement abandonnée par l'Etat, alors que nous demandions (et nous continuons de le faire) une généralisation de celle-ci à tous les travaux de rénovation.

> Le volet de l'emploi

La rentrée 2020 a été marquée par une forte hausse du nombre d'apprentis dans le Centre de Formation des Métiers de l'Ariège, et nous appelons de nos vœux le maintien des coups de pouce pour l'apprentissage et l'emploi des jeunes afin de poursuivre à long terme cet investissement sur l'avenir de la filière.

Les chefs d'entreprises rencontrent encore de nombreuses difficultés pour trouver des ouvriers qualifiés ou du personnel motivé. Un travail de proximité avec Pôle Emploi et les acteurs de l'emploi devrait permettre une mise en adéquation plus efficace de l'offre et de la demande.

La crise sanitaire et l'instabilité réglementaire ou normative ne permettent pas aux entreprises d'avoir une visibilité à long terme, condition indispensable pour permettre à un chef d'entreprise de se projeter dans l'avenir, d'investir et d'embaucher.

Néanmoins, le contexte économique général, l'absence de visibilité globale et le moral des ménages en berne inquiètent quant à la pérennité de ces perspectives. De plus, sur le segment de la construction neuve, la situation est déjà nettement moins favorable.

> Le volet de l'emploi

Côté emploi, le secteur souffre depuis plusieurs années d'un déficit récurrent de main d'œuvre. Actuellement sur notre territoire, ce manque de main d'œuvre se fait encore plus vivement ressentir, surtout pour les corps d'état du gros œuvre (maçons, charpentiers, couvreurs etc...), poussant les entreprises à trouver des solutions en faisant appel à la sous-traitance ou à la co-traitance.

”

09

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Au printemps 2020, le choc du 1^{er} confinement a pris tout le monde de court, les masques, les équipements, les directives faisaient défaut, certaines chaînes d'approvisionnement se sont retrouvées en rupture et la plupart des chantiers se sont arrêtés. Mais la profession s'est rapidement organisée en matière de sécurité sanitaire et il faut reconnaître que dès la reprise à la mi-mai, l'activité a fortement rebondi. Depuis elle est restée soutenue avec une demande largement tirée par les travaux d'entretien et de rénovation émanant du secteur privé et des particuliers. Début 2021, malgré quelques intempéries qui ont pu ralentir les chantiers, la tendance se maintient au beau fixe avec des carnets de commandes remplis pour 4 à 6 mois, une aubaine comparée à ce qu'on a pu connaître ces dernières années. Les annonces du gouvernement relatives au plan de relance ainsi que la clarification et le renforcement du dispositif « MaPrimRénov' » constituent également des facteurs très positifs.

11



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

En 2020, après un certain flottement au cours du 1^{er} confinement, l'activité s'est ensuite avérée particulièrement soutenue.

30

En effet depuis le printemps dernier les artisans ont été très sollicités pour rattraper les chantiers arrêtés, mais aussi pour répondre au rebond des demandes d'entretien et d'amélioration de l'habitat. La reprise des commandes est habituelle et saisonnière avec le retour des beaux jours, mais elle a été particulièrement poussée cette année avec le regain d'intérêt pour les travaux d'amélioration émanant des ménages confrontés au confinement et qui se sont recentrés sur leur habitat.

Début 2021, les perspectives à court terme restent soutenues. En revanche, rares sont les entreprises qui ont de la visibilité pour le 2^{ème} semestre.

Le marché de la rénovation énergétique pourrait ne pas répondre immédiatement aux fortes attentes qu'il suscite, du fait de complexités techniques et des lourdeurs administratives. Néanmoins, certaines entreprises se réorganisent pour changer de modèle économique et se positionner sur ces marchés.

Il faut aussi noter sur notre territoire, les chiffres encourageants du marché de l'immobilier, avec une augmentation remarquable des acquisitions secondaires, une tendance qui devrait jouer favorablement par la suite pour l'activité de notre secteur.

> Le volet de l'emploi

Compte tenu de de contexte d'activité soutenue, le manque de main d'œuvre est toujours criant dans le Gard, particulièrement pour certains corps de métiers comme les maçons, les plombiers, les chauffagistes.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Globalement, la perte du chiffre d'affaires sur 2020 est mesurée grâce à un maintien d'activité durant le confinement, en particulier pour les activités liées à la maintenance et à la rénovation énergétique. Les problématiques d'approvisionnement, du respect des mesures sanitaires et le refus de certains particuliers ont ralenti l'activité.

Ce bilan est provisoire puisqu'il faut tenir compte du recours à l'activité partielle, des aides de l'État comme le PGE et le report des échéances.

Le dernier trimestre marque une forte activité, les entreprises sont débordées et travaillent à flux tendus. Cependant, les entreprises notent une rentabilité en baisse, une dégradation des délais de paiement, cela est d'autant plus vrai pour les marchés publics.

Sur l'année 2021, les carnets de commandes sont en léger repris mais les entreprises expriment des inquiétudes à partir du second trimestre 2021.

Plusieurs freins sont relevés comme l'instabilité des aides liées à la rénovation énergétique mais aussi dans le dysfonctionnement de leur instruction et attribution. La transformation du CITE en CEE a entraîné une

concurrence déloyale entre les grosses entreprises et les TPE. Les entreprises expriment aussi une inquiétude quant à la baisse des consultations publiques et des permis de construire. Elles redoutent également le paiement des charges et pour certaines, le remboursement du PGE, si l'activité 2021 n'est pas suffisante et si un éventuel confinement était décrété. Les trésoreries ont été mises à mal et seront dépendantes de l'activité 2021.

Les aides de l'Etat sont des points positifs à condition qu'une simplification des démarches et une amélioration dans l'instruction des dossiers soient apportées ; en ce sens, l'audit au coup par coup est une nouvelle mesure très bien accueillie.

> Le volet de l'emploi

Pour la majorité des entreprises du BTP (TPE de moins de 20 salariés), la crise sanitaire n'a pas réellement impacté l'emploi permanent.

Actuellement, il y a une pénurie de main d'œuvre et la recherche de candidats qualifiés est très complexe. Les entreprises travaillent pour le moment à flux tendu.

”

31



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

En 2020, après quelques semaines de flottement au début du premier confinement, l'activité a été marquée par un net rebond fin mai début juin. Depuis septembre, malgré le 2ème confinement, l'activité s'est maintenue à un niveau soutenu, tirée par la demande de travaux d'entretien et de rénovation des ménages, soucieux d'améliorer le confort de leur logement. Avec la fermeture des restaurants, la question des lieux de restauration pour les artisans et les ouvriers du BTP qui s'est rapidement posée, a pu être résolue avec les acteurs locaux et des solutions alternatives ont été trouvées. En ce début d'année 2021, les perspectives restent bien orientées du côté des travaux d'entretien rénovation. Le développement attendu des marchés de rénovation énergétique avec le soutien du plan de relance et le dispositif « MaPrim'Renov » sont aussi favorables. L'audit au coup par coup (qualification chantier RGE), le renforcement du service public régional de rénovation énergétique et le principe du guichet unique constitue également de très bonnes nouvelles pour les petits artisans qui plébiscitent ce type de mesure de simplification.

34

Du côté de la commande publique, la demande des collectivités semble encore passablement atone (inertie de début d'année ?) et nous travaillons avec l'association des maires de l'Hérault à améliorer la communication des besoins auprès des artisans.

Au-delà du contexte général et des annonces éventuelles de 3ème confinement, les inquiétudes de début d'année portent sur le marché de la construction neuve qui apparaît très tendu et ne redécalle pas. La situation financière des entreprises artisanales est également un sujet de préoccupation, en particulier quand il faudra rembourser les PGE et surtout si l'activité n'est plus au rendez-vous dans quelques mois.

> Le volet de l'emploi

Au niveau de l'emploi, l'activité soutient une bonne dynamique d'embauche sur le territoire, mais les besoins en main d'œuvre qualifiée restent toujours difficiles à satisfaire et les offres d'apprentissage peinent à trouver des candidats. Pour les moins qualifiés, il faut noter le partenariat intéressant qui se met en place entre Pôle emploi, la FFB et la CAPEB au niveau régional et qui est décliné activement dans l'Hérault. L'objectif consiste à améliorer le repérage des candidats à l'emploi réellement motivés et intéressés par nos métiers.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Durant l'année 2020, l'activité est en baisse dans la construction neuve et les travaux publics. En revanche, le segment de la rénovation et la restauration est dynamique avec de bons carnets de commande. Des travaux d'amélioration ou d'embellissements ont été réalisés aussi bien par les propriétaires de résidences secondaires que par de nouveaux habitants qui quittent les métropoles et achètent des biens immobiliers à rénover. De nombreux OPAH RU dans diverses communes du Lot permettent aux clients de bénéficier d'aides financières conséquentes.

46

Les perspectives d'activité pour l'année 2021 sont plutôt bonnes pour le segment de la rénovation et de l'entretien mais restent compliquées dans le neuf et les travaux publics.

> Le volet de l'emploi

Les entreprises ont des besoins et le recrutement s'avère toujours difficile. Un partenariat avec Pôle Emploi est en cours de déploiement pour faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande.

”



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

L'activité 2020 a été très soutenue pour les petites entreprises, mis à part le flottement au début du premier confinement en mars dernier.

66

En ce début d'année 2021, la demande des particuliers reste très importante pour les travaux d'entretien-rénovation et nombre d'artisans sont « à bloc ». Quelques inquiétudes pointent cependant. Des commandes de travaux pour les locaux professionnels devraient être reportées étant donné le contexte et les difficultés économiques rencontrées par de nombreux secteurs, en particulier les professionnels du commerce.

Mais pour le moment, l'activité des artisans du Bâtiment ne s'en fait pas encore ressentir.

> Le volet de l'emploi

Concernant les besoins en emploi, dans l'ensemble ils sont toujours difficiles à pourvoir, tous les corps d'état sont concernés et surtout les métiers qualifiés. La tension s'est cependant un peu relâchée comparée à quelques mois mais le recours à la sous-traitance, à la co-traitance ou à l'intérim peinent à pallier le manque récurrent de main d'œuvre sur notre territoire.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Le manque d'activité lié au premier confinement a été, en grande partie, récupéré sur le reste de l'année, malgré tout le chiffre d'affaires des artisans est en baisse (de l'ordre de 9% au niveau national). Les artisans ont repris une activité dès la sortie du guide de l'OPPBTP, facilitée par leur structuration et la faible coactivité sur les chantiers (et la disponibilité des masques, gel, ...). Cependant, le niveau de trésorerie des entreprises a fortement été mis à mal suite aux 2 à 3 semaines d'arrêt. Des difficultés d'approvisionnement ont été remontées notamment par les chauffagistes, le délai pour une pompe à chaleur est passé à 2 mois. Le marché des artisans est porté par le particulier et plus précisément par le segment de l'entretien/amélioration de l'habitat, tous corps d'état.

82

Beaucoup de transactions immobilières ont été enregistrées ces derniers mois, les nouveaux propriétaires entament des travaux suite à ces acquisitions. La rénovation énergétique est un marché qui fonctionne mais n'est pas le segment essentiel, pour preuve le département enregistre une baisse d'entreprises RGE. La part du neuf représente moins de 20%. Sur le département, peu d'artisans sont structurés pour répondre à des marchés conséquents. Les prix des travaux restent malgré tout à un niveau bas, voire tendus pour certaines activités (niveau équivalent d'il y a 15 ans).

> Le volet de l'emploi

Les artisans ont maintenu l'emploi malgré le confinement. Malgré un avenir incertain, des demandes de main d'œuvre sont récurrentes.

”



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Malgré de nombreux freins au redémarrage de l'activité, l'activité a été soutenue jusqu'en décembre. Des inquiétudes demeurent sur le 1er semestre avec une forte baisse de la commande publique BTP, le 1er trimestre est d'ores et déjà considéré comme perdu pour l'activité Travaux Publics.

Le second œuvre est très dynamique avec des carnets de commandes pleins sur le segment de l'amélioration de l'habitat. Le Gros œuvre est plus à la peine sur le segment de la commande publique.

Les entreprises ariégeoises sortent de leur périmètre traditionnel et font état de chantiers dans les départements voisins (Aude, Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées).

Le Plan de Relance induit peu de nouvelles perspectives, les chantiers étaient déjà prévus par les collectivités.

Il est également à noter que, suite aux difficultés économiques entraînées par la crise sanitaire, certains projets de construction, notamment dans l'industrie, ont été abandonnés.

> Les besoins en emploi

Durant l'année 2020, les entreprises n'ont pas licencié. L'intérim a été la variable d'ajustement.

Les besoins non pourvus avant la crise sanitaire sont toujours présents mais les chefs d'entreprises, inquiets de l'avenir, restent prudents sur des embauches.

Sur le marché du travail, le secteur du BTP se porte bien comparativement à d'autres secteurs comme la restauration, l'hôtellerie ou même l'industrie.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Le bilan 2020 n'est pas si mauvais. Dans l'ensemble, la perte d'un à deux mois de chiffre d'affaires sont à déplorer mais compte tenu du contexte et de la situation des autres secteurs d'activité, le BTP s'en sort bien. Depuis l'été, tout en gérant de nouvelles contraintes organisationnelles et les surcoûts, les professionnels sont mêmes très occupés. Cette activité soutenue est alimentée par le rattrapage des chantiers mais aussi par de nombreuses sollicitations générées par un intérêt ravivé pour le confort des logements durant ces temps de confinement.

Les perspectives 2021 apparaissent très contrastées selon les entreprises, dans le gros œuvre comme dans le second œuvre. Pour certaines, les carnets de commandes sont remplis à 6 mois, pour d'autres c'est déjà beaucoup plus tendu. La profession s'interroge sur un probable trou d'air lié à la perte d'activité du printemps dernier. Les fluctuations des permis de construire et des mises en chantiers ne sont pas faciles à interpréter et à relier avec le terrain. Nous travaillons en local avec les maîtres d'ouvrage publics pour lever les freins à la sortie des projets.

La construction du nouveau siège et nouvelle médiathèque portée par Carcassonne Agglo est une très bonne nouvelle, mais il en faudrait d'autres. En ce début d'année, les inquiétudes de nos adhérents portent aussi sur les prix des intrants et des matières premières, en forte hausse en particulier sur les menuiseries et sur l'acier.

> Les besoins en emploi

Les besoins en emploi sont toujours présents et les difficultés de recrutement persistent, particulièrement pour les professionnels de la maçonnerie, de l'étanchéité ou encore les plaquistes. Le travail avec les acteurs locaux est intéressant et porte ses fruits, comme par exemple dernièrement le déploiement d'un dispositif de POEC qui a permis l'insertion dans l'emploi d'une douzaine de personnes ayant le statut de réfugié.

”

09

11



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Des problèmes d'approvisionnements subsistaient encore en fin d'année 2020. La fermeture des restaurants aux ouvriers depuis fin octobre est également un grave problème au vu de la météo hivernale. A ce jour, lorsque la situation est possible, les entreprises font livrer des repas dans des salles communales mises à disposition : en attendant une ouverture dérogatoire indispensable. Depuis l'été, une baisse très importante des consultations publiques "Bâtiment" et surtout "Travaux Publics" est à noter sur l'ensemble du département. En Aveyron, le segment de marché public compte pour plus de 70% de l'activité des Travaux Publics et entre 30% à 40%, selon les périodes, dans le Bâtiment. Le véritable levier à l'activité du BTP est la commande publique. La première tranche du Plan France Relance n'est pas à la hauteur des attentes car peu de projets nouveaux sont inscrits.

Si les consultations publiques continuent de baisser aussi fortement et durablement, certaines entreprises seront amenées à connaître de graves difficultés.

Les politiques nationales ne prennent pas assez en compte les typologies des territoires ruraux et plus précisément dans l'urbanisation de ces derniers (prime ZAN, PLU, logement social...).

Dans le Bâtiment, les entreprises ont des carnets de commandes remplis à 6 mois, habituellement dans le second œuvre, à cette période, l'activité est comprise entre 9 et 12 mois.

Le marché des particuliers permet une activité jusqu'à l'été même s'il est en baisse depuis la fin de l'année 2020. Les restrictions bancaires à l'accès aux crédits, qui ont entraîné une baisse des prix, et la lourdeur de l'ingénierie financière pour prétendre aux aides à la rénovation énergétique peuvent être les principaux freins. La modification du CITE vers « MaPrimRénov' » est une limite à la rénovation des logements même pour certains ménages très modestes car même avec des aides importantes il manquera souvent le dernier Euro, quant aux ménages dits aisés ils ne sont plus incités du tout alors qu'ils étaient les principaux clients sous l'empire du CITE. Avec ce nouveau dispositif, le ménage accède à des forfaits, le reste à charge paraît plus important. Compte tenu des délais de réception des aides, les entreprises ne souhaitent plus faire des avances de trésorerie et s'arrachent les cheveux devant la complexité et la multiplicité des dossiers à monter pour leurs clients.

> Les besoins en emploi

Les chefs d'entreprises devraient embaucher en fonction de la réalité de leur besoin mais sans engagement à long terme. Les perspectives du début d'année laissent les chefs d'entreprises frileux.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Le bilan 2020 s'avère nettement positif au final, les entreprises ayant dans leur ensemble bien travaillé cette année. Elles ont bénéficié d'un regain d'activité inattendu au printemps dernier dès la fin du premier confinement, tiré par la demande des particuliers pour des travaux d'entretien-rénovation. C'est une chance compte tenu du contexte économique et sanitaire d'ensemble. Depuis septembre, la tendance s'est maintenue avec des carnets de commandes remplis.

En ce début d'année 2021, l'activité reste bien orientée, toujours soutenue par le marché de la rénovation et les entreprises sont plutôt sereines jusqu'au printemps. Les inquiétudes concernent le marché du neuf. Il y a peu de perspectives, en tout cas très peu de visibilité notamment sur la commande publique. De plus, les tensions sur les prix à la baisse sont vives et pénalisent fortement les entreprises du gros œuvre positionnées sur ces marchés.

Si ces difficultés perdurent, le second œuvre en serait nécessairement impacté dans un second temps et dès la fin du premier semestre.

> Les besoins en emploi

Au niveau des emplois, les difficultés de recrutement restent importantes avec des tensions dans tous les corps de métiers. Ce constat est tout de même à nuancer du côté des entreprises placées sur les marchés d'offre publique et qui ont tendance à ne pas renouveler les contrats, anticipant une baisse d'activité. Pour autant et de façon générale, la question du renouvellement des départs à la retraite reste préoccupante pour nos métiers.

”

12

30



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

L'année 2020 se solde pour le bâtiment sur une chute historique d'activité, à -15 % hors effet prix. À noter que sans le confinement strict du printemps et l'arrêt massif des chantiers, le recul eût été limité à -4,6 %. En détail, l'amélioration-entretien qui s'affiche à -8,8 % a moins souffert de la crise, du fait de chantiers souvent plus petits et avec moins de coactivité. Quant au neuf, il s'effondre de 22,5 %, sans réelles disparités entre logement et non résidentiel. Les principaux freins concernent la baisse des permis de construire (un solde net de - 1 000 logements collectifs entre juin 2019 et 2020) et le retard de lancement de grands projets structurants et d'équipements publics. Il est nécessaire de trouver une impulsion pour accélérer leur réalisation car les grands projets structurants et les équipements publics ont un effet d'entraînement sur les autres opérations.

Compte tenu du point très bas de 2020, l'année 2021 devrait afficher un rebond d'activité de 11 % en volume, qui ne compensera toutefois pas la chute initiale, le niveau 2021 ressortant inférieur de 5,6 % à celui de 2019.

Le logement neuf et le non résidentiel neuf progresseront respectivement mais seront en retrait de 10,9 % et 13,8 % par rapport à 2019. Il faut y voir les conséquences des fortes baisses relevées depuis 2020 sur les mises en chantier et la délivrance des permis. La seule lueur d'espoir se trouvera dans la concrétisation du plan de relance du gouvernement sur la rénovation énergétique qui à ce jour ne s'est pas retranscrit en travaux.

> Les besoins en emploi

Les amortisseurs de crise tels que le PGE et le chômage partiel ont fonctionné, il n'y a donc pas eu de destruction d'emplois. Le secteur est à l'inverse en recherche de nouveaux salariés. En revanche, sans une meilleure lisibilité de l'activité et avec la fin des aides, des craintes sont à prévoir à moyen terme. Pour éviter cela, il est essentiel que de grands projets structurants soient lancés sans délai.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Dans l'ensemble, le niveau d'activité en 2020 aurait été satisfaisant s'il n'y avait pas eu de crise sanitaire, avec une perte estimée à environ 15% sur l'année. Comparé à d'autres secteurs, le BTP a bénéficié d'une reprise importante de l'activité après l'arrêt du printemps. Durant cette période, les aides de l'Etat (chômage partiel notamment), la définition d'un protocole sanitaire pour les professionnels et la négociation des surcoûts sanitaires avec les commanditaires ont été des facteurs déterminants d'appui aux entreprises. Depuis l'été, l'activité est restée bien orientée mais surtout pour les artisans sur les petits chantiers. Elle s'effectue parfois en mode dégradé et dans tous les cas avec des surcoûts absorbés désormais essentiellement par la profession.

En ce début d'année 2021, les entreprises travaillent bien et les carnets de commandes devraient être fournis jusqu'à l'été. En revanche pour le 2ème semestre, la tendance est tout autre avec très peu de visibilité. Alors que les besoins en développement sont importants sur notre territoire, les inquiétudes sont particulièrement fortes sur le marché de la construction neuve, compte tenu de la baisse des permis de construire déjà observée avant la crise (manque de foncier) et de l'atonie de la commande publique.

La tension ravivée sur les prix, le fléchissement de confiance des investisseurs, les incertitudes de court terme d'un 3ème confinement pèsent également sur les perspectives des entreprises. Il faudrait déjà libérer la commande publique pour réveiller l'inertie qui pèse sur ce segment d'activité et qui risque de se reporter dans un second temps sur le second œuvre et la commande privée.

> Les besoins en emploi

Au niveau des emplois, actuellement les entreprises maintiennent les effectifs. En revanche, l'intérim plonge ainsi que la sous-traitance. Des signaux qui sont forcément inquiétants pour les mois à venir.

”

31

34



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Sur l'année 2020, les chantiers privés ont permis de maintenir une activité pour les entreprises. Le redémarrage des chantiers publics a été compliqué ainsi que le ralentissement des usines de fabrication voire l'arrêt qui ont freiné le redémarrage de l'activité.

Il est très important de maintenir l'activité sous protocole sanitaire et que les appels d'offres repartent. Les administrations ne doivent plus fonctionner au ralenti.

> Les besoins en emploi

Les difficultés de recrutement sont toujours d'actualité même si les entreprises sont de plus en plus réticentes à prendre des jeunes (stage, apprentissage...) par crainte de l'avenir et du risque.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

En 2020, malgré le 1er confinement du printemps dernier et après un flottement de 3 semaines, les entreprises ont pu travailler et rattraper le manque d'activité. Depuis le début de l'hiver, une question importante a concerné l'absence de lieux de restauration pour les ouvriers du BTP. En lien avec les communes et la préfecture, des alternatives ont été trouvées et le problème est en passe d'être réglé. Il faut d'ailleurs relever le travail important de concertation entre les acteurs locaux qui s'est opéré depuis le début de la crise, afin de trouver des solutions concrètes aux problèmes des professionnels.

Dans la même lignée, le renforcement du dispositif national « MaPrimeRénov' » ainsi que le déploiement du service public régional de la rénovation énergétique en Occitanie devraient être très favorables.

Du côté de la construction neuve, les entreprises devraient aussi bénéficier de projets importants à l'échelle de notre territoire, comme par exemple le futur musée du Gévaudan. En revanche, les tensions sur les prix à la baisse sont vives et le manque de visibilité générale inquiètent.

> Les besoins en emploi

Au niveau des emplois, il y a toujours des besoins en main d'œuvre non pourvus même si les entreprises se montrent résilientes sur cette question. Dans tous les cas, les perspectives de départs en fin de carrière et les besoins en compétences qualifiées sont des préoccupations dont nous devons nous emparer plus que jamais.

”

46

48



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

La situation est très contrastée, les entreprises travaillant pour les particuliers se portent assez bien mais celles qui dépendent de la commande publique sont à la peine et ont de fortes inquiétudes sur l'avenir. Les chefs d'entreprises ont une forte attente des collectivités locales et des bailleurs sociaux pour lancer des consultations. La baisse des appels d'offres impacte fortement l'activité même si janvier n'est pas un mois très actif habituellement. La baisse des permis de construire est préoccupante et les délais d'instruction semblent s'allonger.

Compte tenu d'une baisse accrue des carnets de commandes, les entreprises travaillent en dehors du département et se tournent vers des chantiers situés en métropoles toulousaine ou bordelaise et sur la côte Atlantique.

Le département est dans une situation économique difficile, fortement liée au tourisme, les prochaines semaines pourraient encore aggraver la conjoncture si le contexte sanitaire se dégrade.

Les prix sont très bas alors que les matières premières (bois, acier, ...) enregistrent une forte augmentation. Près de la moitié des entreprises ont eu recours au PGE; l'activité partielle a été et est toujours utilisée pour garder les compétences.

> Les besoins en emploi

L'emploi a été maintenu pour le moment. Pour des raisons structurelles, les entreprises ont toujours des besoins en recrutements.

”

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

En 2020, l'activité a finalement été soutenue, particulièrement tirée par le segment de l'entretien-rénovation. En effet, la situation de confinement du printemps dernier a fortement poussé les dépenses des particuliers pour ce type de travaux profitant d'un surplus d'épargne (report du budget vacances notamment), nombre de ménages se sont recentrés sur les préoccupations de l'habitat et tournés vers des investissements dans la pierre sécurisants. Sur notre territoire, cela s'est notamment traduit par beaucoup d'aménagements extérieurs (piscines, terrasses, etc...). Sur le segment de la construction neuve, la situation est nettement plus préoccupante. On observe un contre-coup sur les permis de construire faisant suite à l'arrêt des chantiers durant 1 mois et aux retards liés aux municipales.

Pour 2021, les perspectives pour les travaux d'entretien-rénovation restent favorables, en revanche les inquiétudes sont importantes pour le neuf. Dans certains territoires de notre département, les zones constructibles sont de plus en plus rares alors que les besoins en construction sont importants. Les élections départementales vont sans doute freiner à nouveau la commande publique.

Les entreprises spécialisées du gros œuvre risquent ainsi d'être les premières touchées par le ralentissement de l'activité d'autant que pour les gros chantiers déjà actés (Palais de justice, 2ème prison à Perpignan), leur démarrage n'est pas prévu dans l'immédiat.

➤ Les besoins en emploi

Sur le front de l'emploi, la tension s'est un peu relâchée même si les besoins restent importants et difficiles à satisfaire : tous les corps de métiers qualifiés sont concernés. Il faut d'ailleurs souligner ici le travail engagé et efficace des structures d'insertion sur le sujet. Concernant les projets de recrutements de nos adhérents, un sondage effectué récemment montre que les entrepreneurs maintiennent leurs projets d'embauche car ils restent confiants sur le court terme. Mais les perspectives pour l'intérim sont déjà plus frileuses.

”



“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

Globalement, l'activité sur 2020 s'est assez bien maintenue, et notamment pour le second œuvre avec le lancement de MaPrimRénov' dès le mois d'octobre. L'inquiétude grandie sur le maintien de l'activité en 2021 et concerne principalement la commande publique et l'activité des entreprises de Travaux Publics. Les principaux freins évoqués sont le manque d'appels d'offres, les marchés publics résiliés voir dénoncés aux changements des équipes municipales, la latence dans la mise en œuvre des chantiers attribués, la méconnaissance de la commande publique et de la modification temporaire de la hausse du seuil de mise en concurrence (notamment pour les petites collectivités), la concurrence sur les chantiers générés par le dispositif MaPrimRénov' avec des entreprises naissantes et l'arrivée de groupes nationaux.

A ce jour, la prise en compte du surcoût généré par les mesures COVID, n'a pas encore été intégré dans le prix des marchés qu'ils soient publics ou privés.

> Les besoins en emploi

Les besoins de main d'œuvre sont toujours prégnants. A la demande de la FD BTP81, un groupe de travail piloté par le SPE BTP a été mis en place. La première réunion s'est tenue le 15 octobre dernier. Les principaux métiers en tension identifiés sur le départements sont : "maçon", "couvreur", "métallier", "conducteur de travaux", "installation d'équipements sanitaires et thermiques", "électricité bâtiment" et "peinture en bâtiment".

”

81

“

> Bilan activité 2020 et perspectives 2021

La fin de l'année 2020 révèle deux principaux freins. En premier, le climat des affaires est latent, aussi bien dans le public que le privé. Les entreprises note une lenteur dans les prises de décisions à tous les niveaux. En revanche, lorsque les travaux se déclenchent, il y a une urgence dans leur exécution. Un léger regain d'activité sur l'aménagement et le confort du logement a été ressenti : installation de piscines, de climatisations ou vérandas, certainement un effet post confinement.

Le second frein évoqué par les entreprises est l'absence de prise en charge des surcoûts.

Durant la seconde partie de l'année 2020, les entreprises ont terminé les chantiers commencés avant le confinement mais les carnets de commandes ne se sont pas remplis.

En 2021, un manque de visibilité générale, sur l'ensemble de l'économie, est évoqué par les chefs d'entreprises. Ce manque de confiance a entraîné un trou d'air sur la première partie de l'année. Des perspectives positives sont attendues d'ici fin 2021 ou début 2022.

Les projets liés au Plan de Relance ne donnent pas forcément une perception d'activité aux entreprises. Une tension au niveau des conditions d'accès aux crédits est de nouveau perceptible.

Afin d'assurer la continuité de l'activité, il y a une urgence à assurer la continuité des consultations publiques de la part des collectivités territoriales.

Les chefs d'entreprises prévoient une année "blanche" due à des marges fortement réduites avec des prix de vente très faibles et des prix de matériaux en hausse.

Les travaux Publics sont inquiets de la suppression du GNR à l'été 2021.

> Les besoins en emploi

L'objectif des entreprises est de maintenir l'emploi.

”

82



Cellule Economique Régionale de la Construction en Occitanie

Siège Social et site de Toulouse

1, rue de la cité administrative - CS 80002
31074 Toulouse cedex 9
05 61 58 65 42

Site de Montpellier

520 Allée Henri II de Montmorency
34064 Montpellier cedex 2
04 34 46 67 48

www.cercoccitanie.fr

cerc-occitanie@i-carre.net - Siret 840 532 782 00017- APE 7490A

